

Kautsky et la voie parlementaire vers le socialisme – Une réponse à Eric Blanc

Nous vivons une période dramatique de l'histoire des États-Unis. Alors que la présidence Trump a enhardi la droite, nous avons également assisté à la résurgence de grèves, à la croissance d'une nouvelle gauche avec Democratic Socialists of America (DSA), à l'ascension fulgurante d'Alexandria Occasio Cortez au centre de la politique américaine, et maintenant à la possibilité d'une présidence Bernie Sanders. Le récent article d'Eric Blanc dans Jacobin sur [*Pourquoi Kautsky avait raison \(4/2/19\)*](#) vise clairement à aider les nouveaux et nouvelles militant·es à comprendre comment les succès électoraux des socialistes peuvent contribuer au changement du système et à la fin du capitalisme. L'article plaide en faveur d'aller au-delà de la course à la direction des candidat·es pour parler de l'importance des mouvements de construction et de la nécessité de construire un courant marxiste à l'intérieur de DSA. Tout cela est extrêmement positif.

L'expérience récente du gouvernement de la coalition de gauche Syriza en Grèce et l'élection éventuelle d'un gouvernement Corbyn en Grande-Bretagne font de la discussion sur la voie vers le socialisme et le rôle d'un parti de gauche au parlement un sujet vital pour les militant·es. C'est pourquoi Alternative socialiste accueille favorablement cette discussion.

Pendant une grande partie du siècle dernier, près de la moitié du monde a vécu dans des sociétés qui avaient renversé le capitalisme. Ce processus a commencé avec la prise du pouvoir par la classe ouvrière en Russie en 1917. Malgré la

dégénérescence politique de l'URSS, la crise du capitalisme au cours du XXe siècle a continuellement poussé les travailleurs et travailleuses vers la révolution. Il est d'une importance cruciale que ceux et celles qui luttent pour une société démocratique et socialiste aujourd'hui connaissent ces processus révolutionnaires pour nous aider à comprendre comment la classe ouvrière teste ses propres organisations en fonction de ses victoires et de ses défaites, et le rôle qu'un courant et un parti marxiste peuvent jouer.

M. Blanc critique à juste titre les groupes d'extrême gauche qui s'opposent « par principe » à la participation aux parlements et réduisent la stratégie révolutionnaire à la question de la « prise du pouvoir ». Cependant, en opposant Lénine à Kautsky et la révolution russe à la révolution finlandaise, Blanc demande au lecteur de choisir entre deux conceptions faussement polarisées. Manquant les leçons les plus importantes de chaque révolution, les conclusions de l'article sont déséquilibrées.

Kautsky est-il maintenant pertinent?

Karl Kautsky était un théoricien socialiste de premier plan lors de la montée du capitalisme allemand à la fin du XIXe siècle. L'idée que le socialisme pouvait remplacer le capitalisme par des réformes législatives progressives s'est d'abord développée parmi les dirigeants syndicaux et dans une branche du Parti social-démocrate allemand (SPD). Kautsky s'opposa à ce réformisme principalement en raison des conclusions que Marx avait tirées de l'expérience de la Commune de Paris de 1871, lorsque la classe ouvrière a été au pouvoir pendant trois mois. Kautsky et Lénine étaient tous deux d'accord avec Marx pour dire que l'ancien appareil d'État capitaliste ne pouvait pas être pris en charge une brique à la fois, mais devait être démantelé et remplacé par un État ouvrier démocratique.

Kautsky, comme le souligne Blanc lui-même, finit par être la

proie du réformisme. Lorsque la Première Guerre mondiale éclate, Kautsky et la direction du SPD rejettent l'internationalisme socialiste et soutiennent la mobilisation guerrière de la classe dirigeante allemande. Cette trahison historique, répétée par presque tous les dirigeants des partis ouvriers de masse en Europe, a conduit 16 millions de travailleurs et travailleuses à la mort. Dans le sillage de la guerre, les révolutions se sont répandues dans toute l'Europe.

Le Parlement et le Parti finlandais

Au cœur de l'article de Blanc se trouve l'idée que la Révolution russe n'est pas pertinente pour les travailleurs et travailleuses des pays capitalistes avancés et que, dans la Révolution finlandaise de 1917-1918, nous trouverons un nouveau modèle pour un « chemin parlementaire vers le socialisme » que Kautsky avait conçu.

Au moment de ces révolutions, la Finlande et la Russie étaient gouvernées d'une main de fer par le tsar et avaient des libertés électorales limitées. Le système politique russe favorisait les grands propriétaires terriens et les capitalistes naissants et empêchait la grande majorité de la population, les travailleurs·euses et les paysan·es pauvres, d'avoir le moindre pouvoir politique. La Douma, créée par le tsar, n'était en aucun cas un véritable parlement bourgeois. Elle avait un pouvoir très limité et pouvait être révoquée à tout moment par le tsar. En fait, une véritable démocratie parlementaire était une revendication importante de l'opposition antitsariste. Néanmoins, les bolcheviks, l'aile gauche du Parti social-démocrate travailliste russe, ont participé à la plupart des élections et ont pu faire élire des représentants à la Douma. Selon le livre *Bolcheviks in the Tsarist Duma* d'Aleksei Badayev, les bolcheviks ont obtenu le soutien de 88% du million de travailleurs·euses industriel·les qui ont voté aux élections de 1912.

En Finlande, qui faisait alors partie de l'Empire russe, le

tsar a concédé un parlement restreint en 1907 après la Révolution de 1905. Entre 1908 et 1916, le pouvoir du Parlement finlandais a été presque complètement neutralisé par le tsar Nicolas II avec un gouvernement formé par des officiers de l'armée impériale russe pendant la deuxième période de *russification*. Le Parlement a été dissous et de nouvelles élections ont eu lieu presque chaque année. Lorsque le Parti social-démocrate finlandais (SDP) remporta la majorité aux élections de 1916, le tsar ferma à nouveau le parlement. Ainsi, la Finlande n'a pas connu de stabilité politique prolongée, contrairement à l'Allemagne de Kautsky ou à la Suède voisine de la Finlande, où les idées du réformisme étaient plus fortes et les partis socialistes sont devenus plus bureaucratiques car ils étaient de plus en plus dominés par les responsables syndicaux et les représentants parlementaires.

Blanc attribue la victoire électorale du SDP finlandais à « l'organisation et l'éducation consciente de la classe patiente », ce qui est vrai mais oublie le changement radical de conscience provoqué par les événements, en particulier la guerre. La Finlande n'a pas connu de progrès économique régulier et progressif, mais a été très volatile durant cette période, s'apparentant à bien des égards à l'expérience russe. Les socialistes russes et finlandais·es étaient également en dialogue constant et l'approche correcte des bolcheviks face à l'oppression nationale et au soutien du droit de la Finlande à l'autodétermination renforçait leurs relations. En juin 1917, au Congrès finlandais du SDP, la dirigeante bolchévique russe Alexandra Kollontai a reçu un tonnerre d'applaudissements lorsqu'elle a appelé à la révolution socialiste et au droit à l'indépendance de la Finlande. Les bolcheviks étaient profondément internationalistes, comme en témoignent la présence de nombreux·euses Juifs·ves, Géorgien·nes, Ukrainien·nes et autres minorités nationales dans la direction du parti.

L'idée selon laquelle les socialistes finlandais·es « sont tombés sous la direction d'un groupe de jeunes *kautskystes* dirigé par Otto Kuussinen » est une image très incomplète du processus. Fin 1918, Kuussinen, ayant fui la Finlande avec la victoire des Blancs en mai 1918, avait rejoint les bolcheviks et fondé le Parti communiste finlandais en exil. Malheureusement, il s'est plus tard rangé du côté de Staline contre Trotsky. Les écrits de Kautsky ont été largement lus par les socialistes finlandais·es, mais seulement jusqu'à ce que des idées théoriques plus utiles ont émergé suite à la riche expérience de la Révolution russe de 1917.

Comment la révolution finlandaise s'est déroulée

La révolution finlandaise a éclaté fin 1917 suite à la défaite électorale du SDP. Les tensions ont augmenté avec l'augmentation des grèves et des manifestations. La classe capitaliste finlandaise a organisé des milices armées antisocialistes pour se préparer à décapiter le mouvement socialiste et la menace d'une Finlande bolchevique.

Les dirigeant·es du SDP, de la LO (la fédération syndicale) et de la Garde rouge (les milices armées d'autodéfense ouvrière) se sont organisé·es en une nouvelle formation, le Conseil central révolutionnaire. Le Conseil a lancé une grève générale pour montrer sa force contre la classe capitaliste. La grève a paralysé toute la Finlande et les travailleurs et travailleuses étaient prêt·es à prendre le pouvoir. Cependant, la direction ouvrière était divisée sur la voie à suivre et la grève générale a été annulée. C'est une erreur cruciale qui a permis à la classe dirigeante de se remobiliser.

Les capitalistes finlandais, soutenus par l'Allemagne, ont alors lancé une guerre civile qui a fait 20 000 morts. Blanc n'y fait pas référence. Après la victoire des patrons, 10 000 autres militant·es ont été exécuté·es et environ 5% de la population finlandaise a été placée dans des camps de concentration politiques. Ce n'est pas un détail secondaire

qu'on peut négliger si on propose la révolution finlandaise comme modèle de la « voie démocratique vers le socialisme ». Cette terrible défaite a permis à la Finlande de devenir un tremplin pour l'invasion par les nations impérialistes de la jeune URSS par 21 armées, dont celle des Etats-Unis, dans le but de restaurer le capitalisme en Russie. En 1921, les bolcheviks ont repoussé cette invasion, mais à un coût énorme pour la démocratie socialiste qu'ils essayaient d'établir.

Pourquoi la révolution russe est-elle toujours importante?

Le capitalisme, à travers une armée d'universitaires engagé·es, a produit des dizaines de livres visant à déformer et à calomnier la révolution bolchevique. On enseigne aux étudiant·es qu'une véritable révolution populaire était florissante en 1917 et qu'elle a été détournée par une insurrection menée par un groupe conspirateur, les bolcheviks, qui a établi une dictature. Toutes les histoires bourgeoises de 1917 sont des variations sur ce thème de base. Ils ne peuvent accepter que les travailleurs et travailleuses puissent choisir et commencer à construire avec succès un gouvernement ouvrier démocratique. Malheureusement, Blanc danse autour de ce point de vue erroné mais communément admis.

Lorsque la révolution a éclaté en Russie en février 1917, le tsar a été emprisonné, mais le gouvernement provisoire de coalition, en arrivant au pouvoir, a refusé de contester le pouvoir des capitalistes et des propriétaires terriens, et a poursuivi la guerre impérialiste. Au cours des huit mois qui suivent, les bolcheviks (« majorité » en russe), dont les représentant·es à la Douma avaient été exilé·es pour s'être opposé·es à la guerre, ont gagné en popularité, avec près d'un quart de million de personnes rejoignant le parti.

Conseils ouvriers

Dans le rythme rapide d'une situation révolutionnaire, la classe ouvrière utilise toutes les structures qu'elle

considère comme viables pour faire avancer le progrès. Dans les grèves, par exemple, les travailleurs et travailleuses créent toutes sortes de structures qui leur permettent d'aller au-delà des organes syndicaux formels lents et parfois trop centralisés. C'est ce qui s'est produit par exemple en Virginie-Occidentale l'année dernière, à la veille de la grève historique des enseignant·es. Ces organes peuvent pallier ou entrer en conflit avec les structures syndicales existantes. Lors de la Révolution russe de 1905, un groupe de 30 à 40 travailleurs et travailleuses de différents lieux de travail de Saint-Pétersbourg, la capitale, s'est réuni pour organiser une grève générale politique. Ce comité de grève a été comblé avec des délégué·es élu·es directement dans les lieux de travail et sous réserve d'un rappel immédiat. C'est devenu le premier *soviet* (russe pour « conseil »). Cette méthode d'organisation permettait aux ouvriers·ères de s'impliquer pleinement dans la détermination de l'orientation de la révolution. L'exemple a été reproduit à l'échelle nationale parce qu'il répondait aux besoins du mouvement.

Après la Révolution de février 1917, alors que la plupart des dirigeant·es bolchéviques étaient encore en exil, la classe ouvrière a reconstruit les Soviets. Soldats et marins, principalement issus de la paysannerie, ont également construit ces organisations révolutionnaires de délégué·es qui organisaient fréquemment des élections et représentaient l'humeur et les opinions des gens ordinaires à un moment donné. Ils et elles se sont regroupé·es au sein de conseils municipaux de délégué·es des travailleurs et travailleuses, des soldats, des marins, et ont été les formes de démocratie les plus fluides, les plus démocratiques et les plus transparentes qu'on ait jamais imaginées.

Bien qu'ils n'aient pas encore la majorité au sein des Soviets, les bolcheviks ont appelé à « tout le pouvoir aux Soviets », comme la voie la plus claire vers le pouvoir ouvrier. Ils ont fait campagne pour une démocratie plus

complète, sans représentation des employeurs. Menacée d'une majorité bolchévique au sein des Soviets, la classe capitaliste, sous la direction du général Kornilov, a organisé en septembre 1917 une tentative de coup d'État militaire vaincue par les ouvriers·ères et les soldats de Petrograd. Lorsque le deuxième Congrès des Soviets de Russie s'est réuni en octobre, avec une majorité bolchévique et une majorité du Parti socialiste révolutionnaire de gauche (un parti paysan clé), il a remplacé le défunt gouvernement provisoire et pris des mesures concrètes pour prendre le pouvoir aux propriétaires terriens et aux capitalistes. Ils ont envoyé des soldats et des ouvriers·ères pour prendre en charge toutes les fonctions gouvernementales et ont arrêté les dirigeants de l'armée et de l'ancien État capitaliste. Ces mesures « dures » ont été un élément critique du renversement du capitalisme, mais elles ont été mises en œuvre en Russie avec un énorme mandat. Cet élément insurrectionnel de la révolution a donné lieu à une révolution avec peu d'effusions de sang.

Dans les jours qui ont suivi la prise du pouvoir par les Soviets en Russie, la guerre est déclarée terminée ; toutes les terres ont été données aux paysan·nes ; tous les loyers ont été abolis ; les anciennes colonies russes étaient libres de déclarer leur indépendance ; les discriminations et les inégalités envers les femmes sont interdites ; le droit au divorce rapide a été accordé ; les banques ont été nationalisées et l'homosexualité, décriminalisée. Pour la première fois, la construction d'un monde libéré de l'exploitation et de l'oppression était devenue une perspective réaliste si la révolution pouvait être étendue, en particulier aux pays capitalistes avancés, tout comme la stratégie des bolcheviks. La nouvelle du mois d'octobre s'est répandue dans le monde entier, et tous les patrons se demandaient quand les fourches allaient venir les chercher.

Alors que la révolution initiale a été pratiquement sans effusion de sang, de graves violences ont éclaté en Russie

lorsque les propriétaires terriens et les capitalistes se sont unis aux puissances impérialistes étrangères et ont déclenché une guerre civile qui a également englouti la Finlande. Bon nombre des dirigeant·es ouvriers·ères de gauche du Parti social-démocrate finlandais participant à la révolution finlandaise pensaient qu'une grève générale obligerait les patrons à accepter une transition parlementaire vers le socialisme. Bien avant, Engels avait averti des dangers d'une demi-révolution. Les bolcheviks et le SDP finlandais étaient tous deux enracinés dans la classe ouvrière, mais la différence cruciale était que les bolcheviks avaient une perspective claire des forces de classe à l'œuvre dans le processus révolutionnaire et un modèle organisationnel adapté pour pouvoir mener une lutte décisive jusqu'à sa conclusion.

Le Parlement, l'État et l'insurrection

Marx a fait campagne contre «l'insurrectionnalisme» mené par de petits groupes conspirateurs, plaidant pour une action de masse. Lénine et le premier Kautsky étaient d'accord. Octobre a été un mois d'action démocratique de masse. La confiscation du pouvoir politique aux capitalistes a été effectuée à titre de mesure défensive contre la menace imminente d'un coup d'État militaire par le général Kornilov. Mais les bolcheviks n'avaient pas peur de prendre des mesures « illégales » au moment critique parce qu'ils comprenaient que ne pas le faire ouvrait la voie à la contre-révolution et à la destruction des acquis des travailleurs et travailleuses. La législation parlementaire n'aurait pas mis fin au capitalisme et au capitalisme en Russie, ni nulle part ailleurs. Aux États-Unis, lorsque les droits de propriété des propriétaires d'esclaves ont été menacés par la loi, ils ont réagi en déclenchant la guerre civile, la guerre la plus sanglante menée sur le sol américain.

L'État sous le capitalisme comprend toutes les institutions qui protègent le système économique : la police, les tribunaux, le système carcéral. Le collaborateur de Marx,

Frederick Engels, a étudié l'histoire de l'État dans les sociétés de classes et a déterminé que l'État est un instrument de la règle de classe. Cet appareil permet au capitalisme de fonctionner sans conflit de classes constant. Il a ajouté qu'en dernière analyse, l'État sous le capitalisme « pourrait être réduit à des corps d'hommes armés » dont le rôle est de protéger le statu quo. C'est dans cette optique que nous voyons le parlement comme une partie du maintien du pouvoir de la classe capitaliste. Mais Blanc soutient, au contraire, que nous devrions « nous concentrer sur la lutte pour démocratiser le régime politique », ce qui implique que les réformes juridiques peuvent changer la nature de l'État.

Nous pensons que les socialistes devraient défier l'État en révélant son parti pris capitaliste. Nous luttons également pour toutes les réformes démocratiques possibles, y compris les réformes des forces de l'État, comme la police. Mais nous le faisons afin d'exposer les limites de la réforme de l'État et la nécessité d'un changement systémique. Par exemple, en créant de forts mouvements de masse opposés à la violence policière, il est possible de rendre le maintien de l'ordre moins brutal et d'obtenir d'importantes réformes qui auront un impact positif sur les communautés touchées par la violence policière. Mais en fin de compte, la police défendra les intérêts des capitalistes en maintenant les travailleurs·euses et les opprimé·es « à leur place ». La seule façon d'y mettre fin, c'est par un changement révolutionnaire.

Alors que de nombreux·euses travailleurs·euses américain·es considèrent l'État capitaliste comme impartial, d'autres travailleurs et travailleuses voient souvent le rôle de l'État plus clairement en raison de leur expérience. Souvent, les Afro-Américain·es ne considèrent pas du tout l'État capitaliste américain comme démocratique ou neutre, mais comme faisant partie d'un système d'oppression. Pour les marxistes, le rôle du parlement, même le plus « démocratique » du capitalisme, est de maintenir le pouvoir de classe. S'il cesse

de travailler pour eux, ils chercheront à le miner. Lénine, dans *l'État et la révolution*, soutenait qu'une « république démocratique est la meilleure coquille politique possible pour le capitalisme » et qu'elle « établit son pouvoir si solidement, si fermement, qu'aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise ne peut le faire bouger ». C'est pourquoi tant de gens de la classe ouvrière, tout en défendant la démocratie, pensent que le gouvernement est aussi une marionnette pour les milliardaires.

Les socialistes dans les parlements

Pendant une période de bouleversements sociaux, les socialistes au parlement peuvent donner un poids critique aux mouvements de masse. En Grande-Bretagne, dans les années 1980, la tendance Militant du Parti travailliste, l'organisation sœur d'Alternative socialiste, a lancé et dirigé la campagne anti-taxe électorale qui est devenue un mouvement de masse de millions de personnes refusant de payer le nouvel impôt uniforme du gouvernement britannique. Plus de dix millions de personnes se sont jointes au mouvement de non-paiement, forçant Margaret Thatcher, alors première ministre, à démissionner. Tou·tes les conseillers·ères municipaux·ales et les député·es de Militant ont été menacé·es de prison pour non-paiement. Cependant, ce mouvement pour enfreindre la loi a reçu peu de soutien de la part de la majorité du groupe parlementaire travailliste, le député Jeremy Corbyn étant l'une des rares exceptions.

Les conseils municipaux, les assemblées législatives et les parlements sont, par nature, des environnements conservateurs et hostiles à la classe ouvrière. Une fois qu'un·e représentant·e des travailleurs et travailleuses entre dans ces institutions, la classe dirigeante utilise tout son poids historique, culturel et économique pour les convaincre que les grandes réformes sont tout simplement irréalistes. Ce n'est pas un hasard si, depuis l'élection de Jeremy Corbyn à la tête

du Parti travailliste britannique, le plus grand soutien à ses politiques de gauche vient de la base du parti et la plus grande résistance vient de la majorité des député·es élu·es du parti.

Malgré les obstacles, se présenter et gagner des sièges dans les institutions bourgeoises est un élément nécessaire et important pour construire un soutien massif au changement socialiste. *Alternative socialiste* considère l'élection des socialistes comme une occasion d'amplifier et de construire des mouvements de masse, et de remporter des victoires qui encouragent la classe ouvrière à s'organiser elle-même. Kshama Sawant, membre de AS et conseillère municipale de Seattle, se sert de son siège pour lutter en faveur de réformes, comme la victoire du salaire minimum de 15 \$ l'heure, non comme une fin en soi, mais comme un moyen d'accroître la confiance et la volonté de la classe ouvrière à lutter.

Lorsque les socialistes entrent dans ces organes de l'État capitaliste, pour rester fidèles au mouvement, nous avons besoin d'un parti politique de la classe ouvrière, sain, de masse, indépendant et fonctionnel. Grâce à ses mécanismes démocratiques, il peut assurer la reddition de comptes. Ces représentant·es doivent non seulement refuser l'argent des entreprises dans leurs campagnes électorales, mais aussi accepter un salaire des travailleurs et travailleuses et donner le reste au mouvement.

Les marxistes ont une norme encore plus élevée. La politique des bolcheviks et de l'Internationale communiste établie en 1919 était très spécifique. Nos représentant·es dans les parlements bourgeois doivent être directement responsable devant le parti de leur travail quotidien. Et ce travail doit être intégré dans le travail politique plus large du parti. Une grande partie de la réflexion pour cette approche a découlé de la rupture désastreuse avec le marxisme des député·es du SPD qui ont voté massivement pour la Première Guerre mondiale.

Les mouvements révolutionnaires utiliseront-ils le Parlement?

À la fin des années 1960 et au début des années 1970, pendant la vague révolutionnaire la plus importante depuis 1917-23, la plupart des bouleversements de la classe ouvrière n'ont pas pris « la voie parlementaire ». La grève générale française de 1968 prend une dimension révolutionnaire. Dans la révolution portugaise de 1975, les travailleurs et travailleuses ont nationalisé leurs industries par des occupations et des actions de masse directes. Dans la Révolution iranienne de 1979, les ouvriers·ères ont organisé leurs propres Shoras (conseils) qui se sont multipliés dans tout le pays, avant que la contre-révolution des mollahs dirigée par la caste cléricale chiite ne réussisse.

La révolution chilienne de 1970-73, en revanche, a semblé prendre la voie parlementaire, les événements ayant été accélérés par l'élection d'un gouvernement socialiste. Là aussi, les ouvriers·ères ont commencé à construire des structures alternatives pour se défendre contre l'État capitaliste. Les Cordones industriales (conseils révolutionnaires) ont aidé à coordonner les occupations d'usines et la distribution de nourriture. Mais lorsque la classe ouvrière a exigé que son gouvernement l'arme contre un éventuel coup d'État militaire soutenu par les États-Unis, les leaders parlementaires socialistes ont hésité, espérant un compromis avec la classe dirigeante chilienne. Le moment a été échappé et le général Pinochet, avec le soutien de la CIA, a noyé la révolution dans le sang, exécutant plus de 4 000 militant·es socialistes et syndicaux·ales.

Toutes ces révolutions se sont déroulées à une époque où les partis staliniens jouaient un rôle majeur et très négatif dans le mouvement ouvrier, cherchant constamment à s'accommoder du capitalisme comme les sociaux-démocrates l'avaient fait après 1917. Il manquait dans toutes ces périodes révolutionnaires une direction au sein des mouvements ouvriers avec une compréhension claire de l'État capitaliste qui pourrait

développer la stratégie nécessaire pour mener le mouvement à la victoire et créer une république ouvrière démocratique.

Perspectives pour un gouvernement de gauche

Le recours à la dictature militaire pour stopper les changements radicaux est une approche associée aux classes dirigeantes des pays du « tiers monde », et non aux pays capitalistes « avancés ». Mais en réalité, toutes les classes dirigeantes sont prêtes à aller jusqu'au bout pour défendre leur pouvoir. Les classes dirigeantes allemandes, italiennes et espagnoles ont eu recours au fascisme. Les dictatures de droite se sont poursuivies en Espagne, en Grèce et au Portugal dans les années 1970.

En 1975, un gouvernement travailliste de gauche en Australie a été destitué par un coup d'État constitutionnel mené par la monarchie britannique. Le best-seller de 1982 de l'homme politique britannique Chris Mullin, *A Very British Coup*, explore la perspective de développements similaires si un gouvernement travailliste de gauche était élu en Grande-Bretagne. Tous les mécanismes légaux et illégaux de l'État seront utilisés pour saper toute tentative sérieuse de la classe ouvrière d'utiliser le parlement ou le Congrès pour mettre en œuvre des politiques socialistes. Le mouvement de la classe ouvrière doit être aussi bien préparé que la classe capitaliste. Pour réussir à obtenir l'assurance-maladie pour toutes et d'autres revendications clés, la Maison-Blanche de Sanders devrait être appuyée par un mouvement de masse dans les rues et sur les lieux de travail. Elle aurait également besoin de l'appui d'un parti de gauche indépendant, fondé sur les intérêts des travailleurs·euses et des opprimé·es, avec un programme de combat. Ce parti devrait chercher à obtenir la pleine majorité au Congrès, dans les assemblées législatives des États et les conseils municipaux. Cependant, en s'attaquant à la classe dirigeante la plus puissante de l'histoire du monde, un leadership ayant une compréhension claire du rôle de l'État capitaliste sera décisif.

Aux États-Unis, la classe dirigeante a déjà accusé les socialistes révolutionnaires de conspiration en vue de « renverser le gouvernement ». Malheureusement, Blanc fait écho à cet argument. Rien n'est plus faux. Les marxistes cherchent à gagner la majorité de la classe ouvrière et la population dans son ensemble à la nécessité d'un changement socialiste.

Mais nous croyons aussi que la classe dirigeante n'acceptera pas la volonté démocratique de la société si cela signifie qu'elle perd son pouvoir et ses privilèges. Si la démocratie ne fonctionne pas pour eux, ils essaieront de s'en débarrasser. Dans les années 1930, le Congrès a enquêté sur un complot de coup d'État militaire contre le président Franklin Roosevelt organisé par une aile de la classe dirigeante américaine parce qu'ils ne pouvaient même pas respecter les réformes limitées du *New Deal*.

Organisation révolutionnaire

L'article de Blanc, en ne reconnaissant pas pleinement la nature de l'État, ignore les limites de la démocratie capitaliste et poursuit en disant que le socialisme peut être gagné dans un cadre parlementaire bourgeois. Son but est de réfuter la Révolution russe comme étant, en quelque sorte, un modèle pour aujourd'hui. En plus de sa critique de «l'insurrectionnalisme» il argumente essentiellement contre l'idée que la classe ouvrière a besoin de sa propre organisation révolutionnaire enracinée dans la classe. Cependant, un parti révolutionnaire de masse qui comprend les limites de la démocratie bourgeoise est essentiel pour le succès de la transition de l'humanité au socialisme. Un tel parti devrait être basé sur une compréhension claire des perspectives et des tâches qui attendent la classe ouvrière. Elle chercherait à mettre sur pied une organisation commune à l'échelle nationale et internationale. Elle devrait faire parler les leçons du passé afin de lutter pour ses idées dans les syndicats, dans les formations politiques plus larges et

dans toutes les luttes des travailleurs·euses et des peuples opprimés.

Nous entrons maintenant dans une nouvelle période plus violente sur le plan politique aux États-Unis. L'époque où le capitalisme utilisait la « menace du communisme » pour créer la peur est révolue. L'euphorie du marché qui a accompagné l'effondrement du stalinisme a disparu. Les 96 000 voix de Kshama Sawant en tant que candidate d'Alternative socialiste au Conseil municipal de Seattle en 2013 ont marqué la réémergence du socialisme pour une nouvelle génération. Cette victoire s'inscrivait dans le courant qui a ouvert la voie à la course de Bernie Sanders en 2016, ce qui a déclenché l'explosion du nombre de membres de DSA.

Nous devons lutter pour le socialisme les yeux grands ouverts et nos mouvements doivent être en mesure d'éviter les pièges et de saisir les opportunités qui seront devant nous. L'article d'Eric Blanc oublie de tenir compte du *background économique, qui risque tôt ou tard, de compromettre sa voie linéaire et ordonnée vers le socialisme*. Nous ne sommes pas sur le point d'entrer dans une période économique similaire à celle qui a accompagné la montée des partis sociaux-démocrates dans les années 1890 ou 1950, lorsque l'*État providence* était à son apogée en Occident. Nous sommes dans une période où la classe capitaliste n'a aucun moyen de développer l'économie, où la crise et l'instabilité sont des caractéristiques permanentes. Cela provoquera d'énormes bouleversements sociaux et changera radicalement la conscience de la classe ouvrière. Ce sera une période où les socialistes seront confronté·es aux complexités de la montée du populisme de droite et de gauche, ainsi qu'aux nouvelles versions du réformisme.

Les parlements doivent être utilisés par les socialistes, mais nous devons comprendre ce que ces institutions représentent et les dangers qu'elles représentent pour les socialistes.

Les capitalistes ont tenté d'enterrer Karl Marx plusieurs

fois, mais ses idées reviennent sans cesse. Avec une compréhension marxiste des changements à venir de notre monde et de notre histoire en tant que classe, la classe ouvrière trouvera la voie à suivre pour remplacer toutes les institutions pourries et corrompues du capitalisme et construire une démocratie socialiste mondiale pour toute l'humanité.

Rob Rooke, Socialist Alternative USA (CIO aux États-Unis), 18 juillet 2019.

[*Kautsky and the Parliamentary Road to Socialism – A Reply to Eric Blanc*](#)